Situation économique de la République démocratique du Congo

Rapport quantitatif, édition d'octobre 2026

James Wabenga Yango, Ph.D.
https://jamwab.github.io ORCID 0000-0002-4675-4583

octobre 2026

Résumé

L'économie congolaise croît de 5,5 % en 2025 et ralentit vers cinq pour cent. L'inflation est revenue de 19,9 % en 2023 à 7,5 % en 2025, le déficit courant se réduit à 3,6 % du produit et la dette publique reste basse, à 21,1 % du produit. Rien de tout cela ne se voit dans le niveau de vie : le taux de pauvreté à trois dollars par jour est de 81,1 % et recule d'un demi-point l'an. La raison est arithmétique, et ce rapport la suit pas à pas. La moitié de la croissance vient de travailleurs nouveaux et non de travailleurs plus productifs ; la production par habitant ne gagne que 2,1 % l'an ; la productivité globale des facteurs n'explique plus que 14 % de la croissance sur 2019-2025, contre 30 % dans les années 2000. À cela s'ajoute une exposition extérieure qui n'est pas une exposition de dette mais de prix : deux produits font 87 % des exportations, un acheteur en prend 58 %, et les réserves de change couvrent dix semaines d'importations.

Ce rapport est composé à partir des séries de la section « Données RD Congo » du site de l'auteur. Chaque tableau porte sa source, chaque tableau calculé porte sa méthode. Les séries sont actualisées chaque nuit et le document est recomposé à chaque modification des données, de sorte qu'une édition ultérieure peut différer de celle-ci.

1 Le cadre d'ensemble

Six lignes suffisent à situer le pays. La croissance est forte et ralentit, l'inflation a été maîtrisée, les deux déficits sont petits, la dette est basse, et la pauvreté ne bouge pas. Les cinq premières lignes décrivent une gestion macroéconomique qui a fonctionné ; la sixième dit que cela ne suffit pas. Tout ce qui suit 2025 est une prévision, et cette prévision suppose que la guerre de l'Est ne s'aggrave pas et que les cours du cuivre et du cobalt ne s'effondrent pas. Les deux hypothèses sont fortes ; les sections 8 et 11 y reviennent.

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

Table 1: Le cadre macroéconomique, de 2023 à 2028

Indicateur	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Croissance du PIB réel, %	8,6	6,1	5,5	5,2	5,1	5,1
Inflation, prix à la consommation, %	19,9	17,7	7,5	6,0	6,4	7,0
Solde courant, % du PIB	−5,5	−4,2	−3,6	−3,4	−3,2	−3,0
Solde budgétaire, % du PIB	−2,4	−2,4	−3,2	−2,6	−2,6	−1,8
Dette publique, % du PIB	27,4	22,9	21,1	21,6	21,8	22,1
Pauvreté à 3,00 USD par jour, %	82,4	81,7	81,1	80,6	80,1	79,5

Source : Banque mondiale, Macro Poverty Outlook, édition d'avril 2026, fiche République démocratique du Congo ; seuils de pauvreté en parités de pouvoir d'achat de 2021.

2 La croissance et ce qui la porte

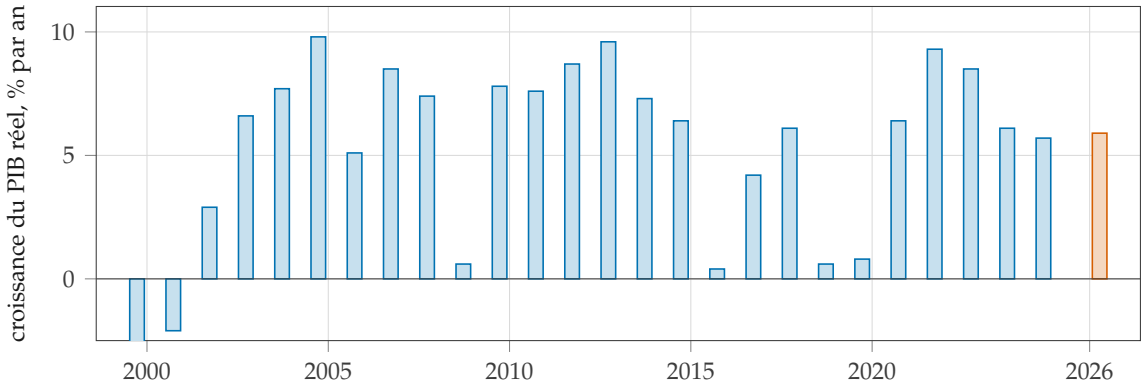


Figure 1: La croissance congolaise ne connaît plus d'année de contraction depuis 2019. Produit intérieur brut réel, variation annuelle en pour cent, 2000 à 2026 ; la colonne orange est une projection. Source : Banque africaine de développement, Banque centrale du Congo, Fonds monétaire international.

Vingt-cinq années de croissance presque ininterrompue, à 5,4 % l'an en moyenne depuis 2000. Le tableau des régimes de croissance montre que cette performance n'a rien de naturel dans l'histoire du pays : les années 1990 ont perdu six pour cent de produit par an, la période de guerre autant, et le tournant se situe en 2001, non en 2019.

Table 2: Quatre régimes de croissance depuis 1990

Période	Années	Croissance moyenne, %	Écart type, points	Années de contraction	Inflation médiane, %
Fin du régime Mobutu, 1990-1996	7	−6,3	5,4	6	1 987,0
Guerre et transition, 1997-2000	4	−5,9	2,4	4	242,5
Reconstruction, 2001-2018	18	5,8	3,4	1	15,8
Administration actuelle, 2019-2026	8	5,4	3,2	0	9,2

Source : tableau cycle-regimes de la section Données RD Congo

La composition de cette croissance importe davantage que son niveau. Le Fonds monétaire sépare le produit extractif du reste, et l'écart est de un à trois : l'extractif croît de dix pour cent l'an quand le non-extractif en fait trois. Une économie qui croît ainsi accumule de la valeur ajoutée dans un secteur qui occupe huit pour cent des travailleurs, ce que la section 9 chiffre.

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

Table 3: Croissance par grand agrégat, en % par an

Agrégat	2023	2024	2025	2026
PIB réel (FMI)	8,5	6,1	5,6	5,3
PIB extractif (FMI)	20,2	11,9	10,1	5,0
PIB non extractif (FMI)	3,4	3,1	3,1	5,4
Agriculture (Banque mondiale)	—	2,2	2,3	—
Industrie (Banque mondiale)	—	9,6	8,6	—
Services (Banque mondiale)	—	1,1	1,6	—

Source : tableau str-croissance de la section Données RD Congo

3 L'inflation, la monnaie et le change

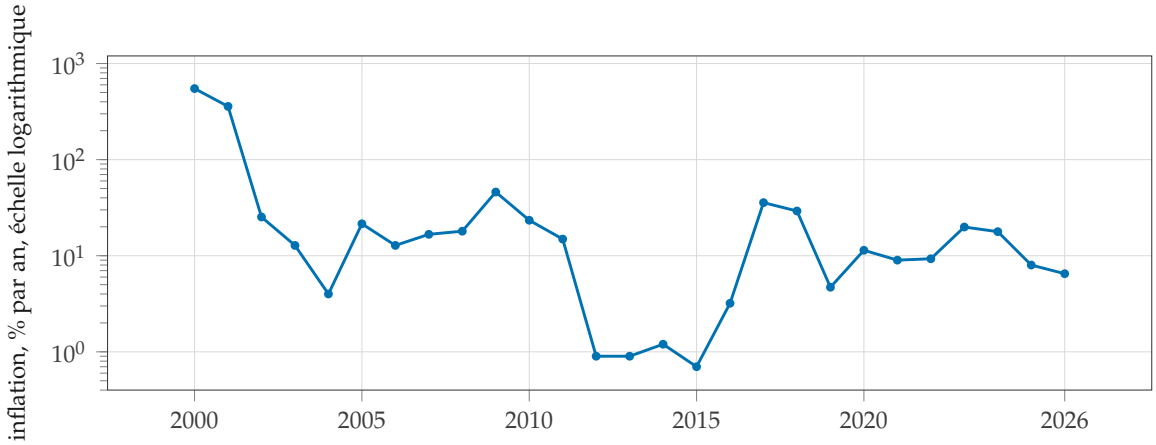


Figure 2: Le pays sort de trente ans d'instabilité des prix. Inflation annuelle, 2000 à 2026, échelle logarithmique ; une échelle ordinaire écraserait tout l'après-2002 contre l'axe. Source : Banque centrale du Congo, Fonds monétaire international.

La désinflation est le fait marquant de la période. Le taux directeur, porté de 11 à 25 % le 9 août 2023, a été ramené par étapes à 12,5 % le 17 juillet 2026. À la même date, l'inflation cumulée depuis le 1er janvier était de 6,03 % et le glissement annuel de 3,22 %. Le taux de change s'établissait à 2 261,82 CDF/USD.

Deux réserves accompagnent ce succès. La première tient à la nature de la désinflation, qui vient autant de la stabilisation du change que du taux directeur, laquelle vient elle-même des recettes d'exportation du cuivre. Une politique monétaire qui doit sa crédibilité au prix d'une matière première n'a pas encore conquis son indépendance. La seconde tient à son objet. La part des dépôts en devises dépasse quatre-vingt-dix pour cent, de sorte que la banque centrale agit sur une fraction seulement des encaisses et que le canal du taux d'intérêt reste étroit. C'est le canal du change qui fait l'essentiel du travail.

Table 4: Prix, change et monnaie

Année	Inflation, moy., %	Inflation, fin, %	CDF/USD, moy.	CDF/USD, fin	Monnaie large, %	Dépôts en devises, %
2023	19,9	23,8	2 444	2 687	40,3	89,8
2024	17,7	11,7	2 823	2 856	28,2	91,6
2025	7,7	4,3	2 688	2 300	4,0	90,0
2026	4,4	6,1	—	—	9,1	—

Source : tableau mon-prix-change de la section Données RD Congo

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

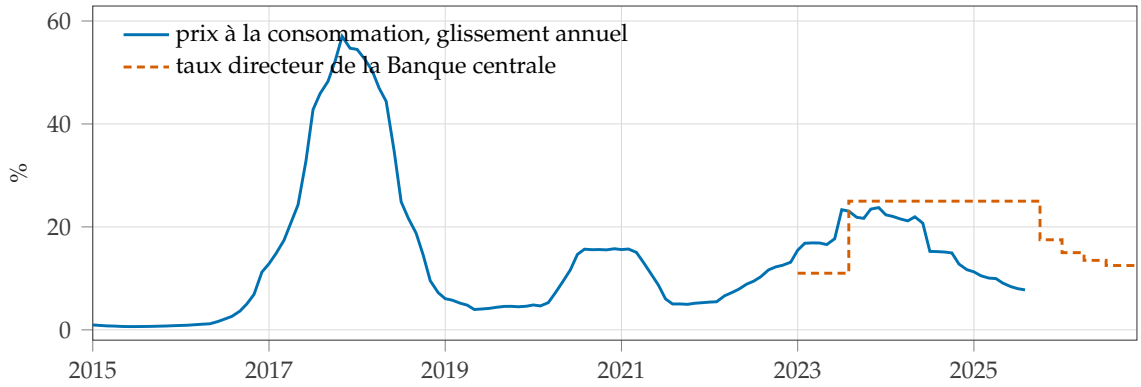


Figure 3: La désinflation de 2025 et de 2026 suit le resserrement d'août 2023 avec le retard habituel de la politique monétaire. Glissement annuel des prix à la consommation et taux directeur, relevés mensuels depuis 2015. Source : Banque centrale du Congo.

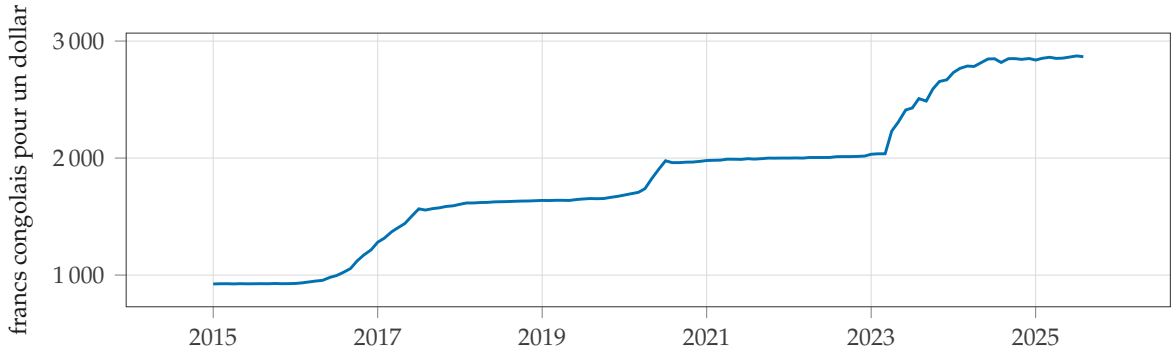


Figure 4: Le franc a perdu près de six dixièmes de sa valeur depuis 2015, par paliers qui suivent les tensions de la balance des paiements plutôt que par une glissade régulière. Taux de change, moyennes mensuelles. Source : série mensuelle du site.

4 La politique budgétaire

L'État congolais prélève entre onze et quinze pour cent du produit, soit moins de la moitié de ce que prélèvent en moyenne les pays à revenu intermédiaire, et il dépense à peu près autant. Le déficit est petit parce que la dépense est contrainte par la recette, non parce qu'elle est pilotée. C'est la raison principale pour laquelle la rente minière ne se transforme pas en écoles et en routes.

La structure de la recette explique la fragilité de l'édifice. Le secteur extractif apporte entre cinq et six pour cent du produit et près de quatre dixièmes des recettes totales, de sorte que le budget hérite directement de la volatilité du cours du cuivre. Le Fonds monétaire relève une corrélation quasi parfaite entre les recettes intérieures et les prix du cuivre. Un budget bâti sur une telle base doit être prudent en haut de cycle ; il l'est rarement.

Trois chantiers dominent l'agenda budgétaire, et tous les trois relèvent de l'exécution plutôt que de la conception. La masse salariale dépasse la moitié des recettes fiscales, ce qui laisse peu de place à l'investissement une fois le service de la dette honoré. Les dépenses engagées par procédure d'urgence représentaient 17,4 % de la dépense en 2025, ce qui vide de son sens le contrôle parlementaire. Les arriérés intérieurs certifiés atteignent 4,98 milliards de dollars, soit 5,4 % du produit, et ils pèsent sur la trésorerie des entreprises qui, elles, paient l'impôt.

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

Table 5: Finances publiques, en % du produit intérieur brut

Année	Recettes et dons	Recettes hors dons	Dépenses	Courantes	Capital	Solde global
2016	14,0	11,2	14,5	—	—	−0,5
2017	11,7	9,8	10,4	—	—	1,4
2018	11,6	10,4	11,2	—	—	0,4
2023	14,3	13,2	15,9	9,4	3,5	−1,6
2024	14,8	13,8	16,4	10,2	3,8	−2,1
2025	14,4	13,5	16,7	9,8	3,3	−2,4
2026	14,8	14,1	17,1	10,1	3,9	−2,8

Source : tableau fin-publiques de la section Données RD Congo

Table 6: Les recettes du secteur extractif

Année	Recettes extractives, Md CDF	% du PIB	% des recettes totales	Recettes ITIE, Md $
2023	8 836	5,2	39,1	5,378
2024	12 325	5,7	41,3	6,819
2025	12 600	5,2	37,7	—
2026	13 225	4,9	34,9	—

Source : tableau fin-extractif de la section Données RD Congo

5 Les comptes extérieurs

Dans un pays dont 98 % des exportations de biens sont des minerais, la balance courante suit le cours du cuivre. La figure qui suit le tableau des échanges montre ce dont dépend la ligne des exportations.

Table 7: Commerce extérieur, en millions de dollars

Année	Exportations	dont extractif	Part extractive, %	Importations	dont biens d’équipement
2023	29 601	29 427	99,4	28 000	12 089
2024	34 927	34 357	98,4	30 696	12 104
2025	36 406	35 717	98,1	31 843	13 356
2026	40 153	39 460	98,3	33 947	14 487

Source : tableau ext-commerce de la section Données RD Congo

Le cobalt est le seul marché mondial où une décision congolaise déplace le prix. La suspension des exportations de février 2025, puis le régime de quotas qui l’a remplacée, ont multiplié par cinq le prix de l’hydroxyde. Un pays qui détient les trois quarts d’une ressource dispose donc d’un pouvoir de marché réel, mais l’exercice est dangereux : un prix élevé finance la recherche de substituts et l’ouverture de capacités ailleurs, et la part payée pour l’hydroxyde congolais, tombée de quatre-vingt-dix à environ soixante-dix pour cent du prix du métal entre août et septembre 2026, montre que les raffineurs chinois ont commencé à négocier autrement.

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

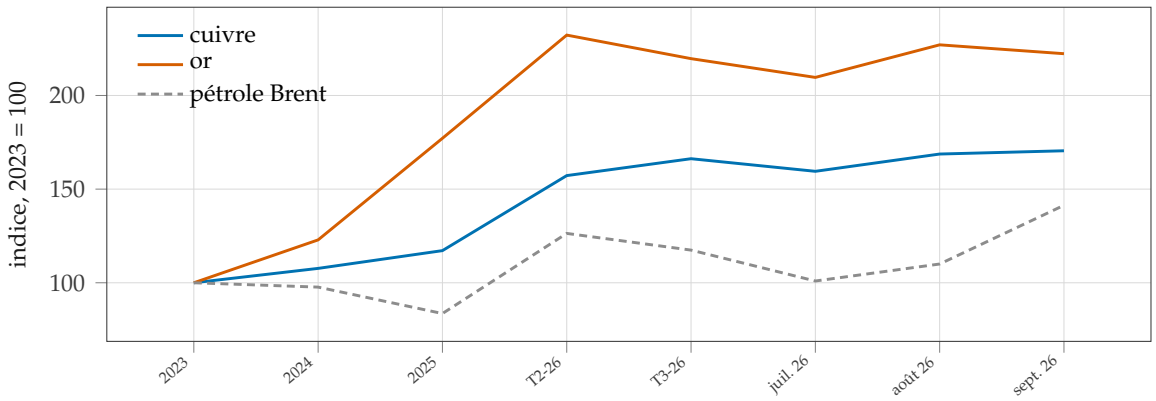


Figure 5: Le cuivre a plus que doublé depuis 2023 et porte à lui seul l'amélioration du solde extérieur ; le pétrole, qui est une importation, a suivi une trajectoire opposée. Indice 2023 = 100, jusqu'à la dernière édition de la Pink Sheet. Source : Banque mondiale, Commodity Markets Outlook.

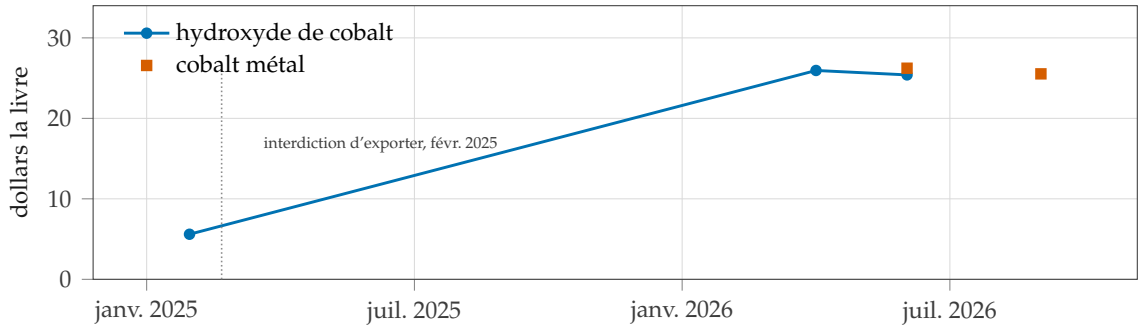


Figure 6: Le prix du cobalt est ici une variable de politique publique : il a quintuplé après l'interdiction d'exporter de février 2025, puis le régime de quotas a installé un palier. Observations datées, en dollars la livre. Source : Fastmarkets, Shanghai Metals Market, presse spécialisée.

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

6 Les réseaux du commerce

Les deux matrices qui suivent disent avec qui le pays échange. Elles sont construites sur les statistiques miroir de 2023, c'est-à-dire sur les déclarations des partenaires plutôt que sur celles des douanes congolaises, qui sous-déclarent ; les parts en pourcentage sont calculées à partir des valeurs et du total publiés.

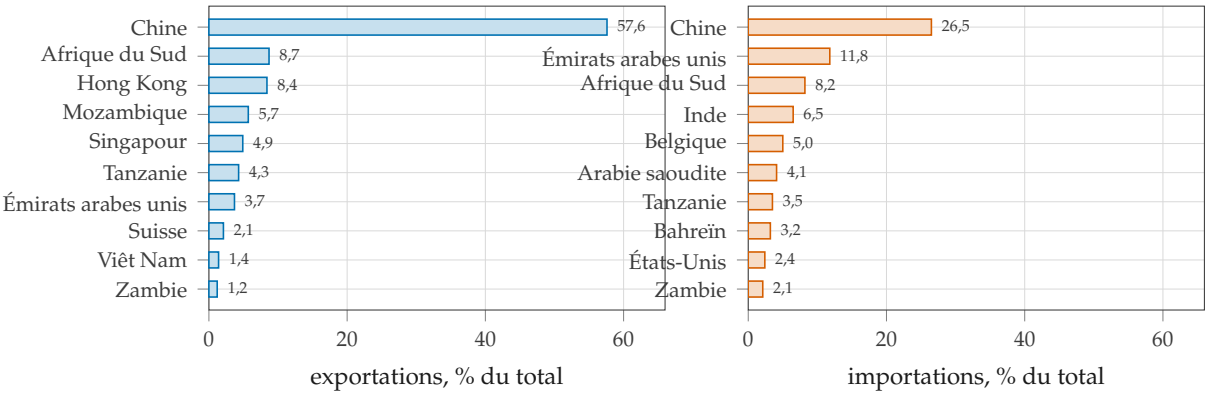


Figure 7: Un acheteur prend 58 % des exportations ; aucun fournisseur ne pèse plus de 27 % des importations. Dix premières destinations, à gauche, et dix premières origines, à droite, en pour cent du total, statistiques miroir de 2023. Source : Comtrade et WITS de la Banque mondiale.

Table 8: Les destinations des exportations congolaises, 2023

Destination	Valeur, M$	Part des exportations, %
Chine	15 970	57,6
Afrique du Sud	2 400	8,7
Hong Kong	2 340	8,4
Mozambique	1 580	5,7
Singapour	1 370	4,9
Tanzanie	1 200	4,3
Émirats arabes unis	1 030	3,7
Suisse	585	2,1
Viêt Nam	393	1,4
Zambie	325	1,2
Toutes autres destinations	534	1,9
Total	27 727	100,0

Source : Comtrade et WITS de la Banque mondiale, statistiques miroir de 2023, relayées par Trading Economics ; les parts en pourcentage sont calculées à partir des valeurs publiées et du total publié.

Ces matrices appellent trois lectures. La première porte sur la concentration de la demande. La Chine prend 57,6 % des exportations sur les données de 2023 et la même proportion sur celles de 2025, proportion qui relève de la dépendance plus que du choix commercial. La deuxième est l'illusion de la ventilation douanière. L'Afrique du Sud, le Mozambique et la Tanzanie apparaissent comme destinations alors qu'ils sont des corridors, les ports de Durban, de Beira et de Dar es Salaam par lesquels le cuivre rejoint l'Asie. La concentration économique réelle est donc plus forte que ne le montre le tableau. La troisième tient au commerce régional : les voisins immédiats prennent environ six pour cent des exportations. Un pays qui touche neuf États commerce avec l'autre bout du monde, et la zone de libre-échange continentale reste pour lui une promesse plus qu'un débouché.

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

Table 9: Les origines des importations congolaises, 2023

Origine	Valeur, M$	Part des importations, %
Chine	6 770	26,5
Émirats arabes unis	3 010	11,8
Afrique du Sud	2 090	8,2
Inde	1 660	6,5
Belgique	1 280	5,0
Arabie saoudite	1 040	4,1
Tanzanie	890	3,5
Bahreïn	823	3,2
États-Unis	621	2,4
Zambie	531	2,1
Toutes autres origines	6 814	26,7
Total	25 529	100,0

Source : Comtrade et WITS de la Banque mondiale, statistiques miroir de 2023, relayées par Trading Economics ; les parts en pourcentage sont calculées à partir des valeurs publiées et du total publié.

Sur le versant des importations, le bloc du Golfe pèse 22,7 % du total, Émirats, Arabie saoudite, Bahreïn, Qatar et Koweït réunis : c'est la facture des carburants raffinés. Un pays qui vend son cuivre en dollars et achète son carburant en dollars est couvert sur le change et exposé sur les termes de l'échange, puisque les deux prix ne varient pas ensemble.

7 Les vulnérabilités extérieures

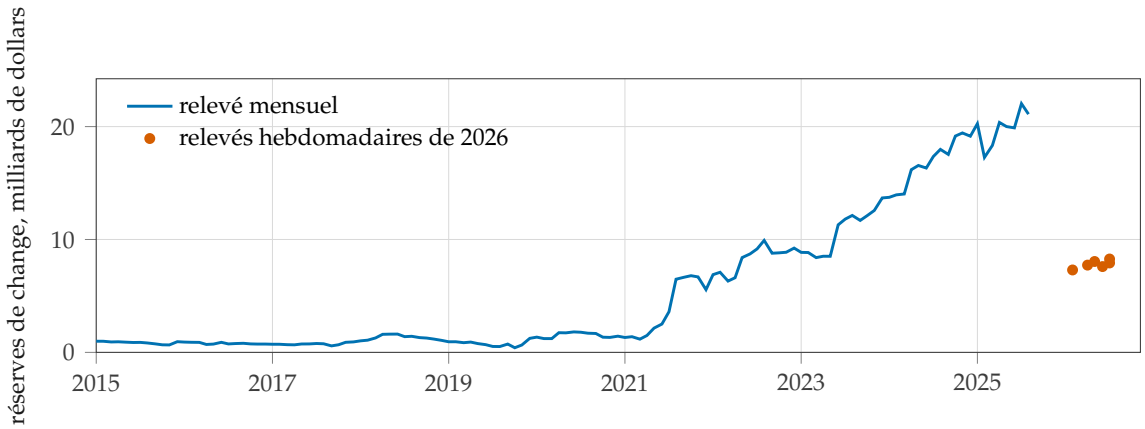


Figure 8: Les réserves ont doublé depuis 2023 sans atteindre le seuil de trois mois d'importations. Réserves de change, milliards de dollars. Source : Banque centrale du Congo.

Le tableau se lit par le bas. La RD Congo extrait les trois quarts du cobalt mondial, la Chine en raffine les quatre cinquièmes et achète plus de la moitié des exportations congolaises. Cette chaîne est bilatérale de bout en bout, et le prix s'y forme du côté du raffinage. Au-dessus, la concentration est triple : sur deux produits, sur un acheteur, et sur dix entreprises qui vendent les deux tiers de ce qui sort du pays.

La contrainte qui mord est celle des réserves. Dix semaines d'importations font un peu plus de deux mois, contre les trois mois tenus pour prudents, et la trajectoire du Fonds ne franchit ce seuil qu'en fin de décennie. Un choc extérieur doit être absorbé par le taux de change et par la

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

Table 10: La vulnérabilité extérieure, les relevés qui comptent

Relevé	Valeur	Année
Réserves, semaines d'importations, FMI	10,1	2024
Réserves, mois d'importations, Banque mondiale	1,7	2023
Dette extérieure, % du revenu national brut	18,3	2024
Service de la dette, % des exportations	1,3	2024
Investissement direct étranger net, M$	2 915,0	2024
Envois de fonds, % du PIB	3,7	2025
Combustibles, % des importations de marchandises	36,5	2023
Produits alimentaires, % des importations de marchandises	4,8	2023
Cuivre et cobalt, % des exportations	86,6	2023
Dix premières entreprises, % des exportations	63,0	2023
Chine, % des exportations	57,6	2023
Part de la RD Congo dans l'extraction mondiale de cobalt, %	74,8	2024
Part de la RD Congo dans l'extraction mondiale de cuivre, %	13,0	2024
Part de la Chine dans le raffinage mondial du cobalt, %	79,0	2024

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, séries FI.RES.TOTL.MO, DT.DOD.DECT.GN.ZS, DT.TDS.DECT.EX.ZS, BX.KLT.DINV.CD.WD, BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS, TM.VAL.FUEL.ZS.UN et TM.VAL.FOOD.ZS.UN, extraction du 13 juillet 2026 ; FMI, rapports pays 24/227 et 25/195 ; United States Geological Survey, Mineral Commodity Summaries 2026 ; Cobalt Institute, Cobalt Market Report 2024. FMI, rapport pays 25/195, première revue du programme et consultation au titre de l'article IV, 2025 ; réserves internationales brutes en semaines d'importations.

demande intérieure plutôt que par les réserves : c'est le lien direct entre la vulnérabilité extérieure et le pouvoir d'achat des ménages.

Le tableau ne laisse voir aucun problème de dette, et il n'y en a pas. À 18 % du revenu national et avec un service de 1,3 % des exportations, la RD Congo est parmi les pays les moins endettés du continent, héritage de l'allègement de 2010. Le risque extérieur congolais est un risque de prix, non un risque de remboursement.

Table 11: Financement extérieur et réserves

Année	IDE nets, M$	Dette ext., % PIB	Dette publ., % PIB (FMI)	Dette publ., % PIB (BM)	Réserves, Md $
2023	1 668	17,2	18,1	27,4	5,42
2024	2 915	14,1	20,9	22,9	6,73
2025	2 861	11,8	18,1	21,1	8,29
2026	3 401	14,0	20,5	21,6	—

Source : tableau ext-financement de la section Données RD Congo

8 La conjoncture internationale et les chocs

Quatre canaux relient la conjoncture mondiale à l'économie congolaise, et ils n'ont ni la même vitesse ni la même force.

Le canal du prix des métaux

Le plus rapide et le plus puissant, il passe par les exportations, puis par les recettes de l'État, puis par le change, puis par les prix intérieurs. Un cycle industriel chinois se lit dans les recettes

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

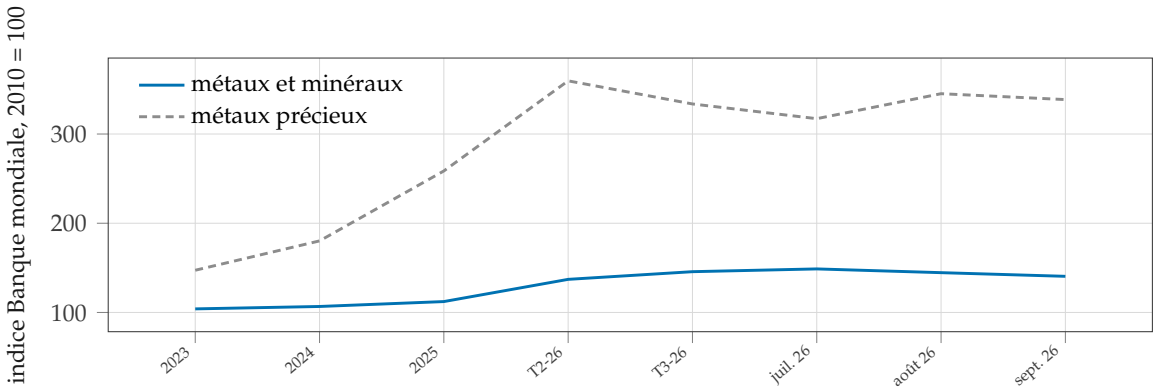


Figure 9: L'indice des métaux et minéraux est le meilleur résumé disponible des termes de l'échange congolais. Indices de prix de la Banque mondiale, 2010 = 100. Source : Banque mondiale, Commodity Markets Outlook.

fiscales congolaises avec un retard de quelques mois. La transition énergétique mondiale soutient ce canal du côté de la demande, puisque le cuivre et le cobalt en sont deux intrants ; mais la chimie des batteries évolue et les technologies sans cobalt gagnent des parts. La rente cobaltifère n'est pas une rente perpétuelle.

Le canal financier

Il joue par les taux mondiaux et par le dollar. Le pays emprunte peu sur les marchés, ce qui le protège. En revanche, un dollar fort renchérit une facture d'importations libellée en dollars sans soulager des exportations qui le sont aussi ; l'effet net passe alors par les volumes plutôt que par les prix.

Le canal de l'aide et des flux humanitaires

Il a changé de nature. Le pays reçoit chaque année plusieurs milliards de dollars d'aide, et les révisions des budgets d'aide dans les pays donateurs se traduisent directement par des ruptures de financement dans les provinces de l'Est, où l'aide remplace une administration absente.

Le canal des chaînes d'approvisionnement

C'est le plus récent. Les guerres en cours ailleurs dans le monde, les tensions commerciales entre grandes puissances et les politiques de sécurisation des minerais critiques ont fait des ressources congolaises un objet de rivalité stratégique. Cela augmente le pouvoir de négociation du pays autant que son exposition : une ressource stratégique attire l'investissement et attire l'ingérence.

9 L'emploi et la productivité

La question centrale se pose en trois temps : combien de Congolais travaillent, quel travail font-ils, et que produit ce travail ? Le taux de chômage mesuré, autour de quatre pour cent, ne renseigne guère. Sans assurance chômage, nul ne peut demeurer sans emploi, de sorte que les pauvres ne sont pas chômeurs mais mal employés. Huit travailleurs sur dix sont à leur compte ou aides familiaux, et plus de neuf sur dix relèvent de l'informel.

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

Table 12: Productivité du travail, niveau et stock de capital

Année	Emploi, millions	PIB, Md $ 2015	PIB par travailleur, $ 2015	Indice 2000 = 100	Capital / produit
2000	19,26	17,1	891	100,0	2,11
2005	22,41	20,7	923	103,6	2,03
2010	24,11	27,7	1 148	128,9	2,17
2015	27,31	40,2	1 471	165,2	2,25
2019	30,80	44,8	1 456	163,5	2,52
2020	31,09	45,2	1 454	163,2	2,57
2021	32,21	48,1	1 494	167,7	2,66
2022	33,90	52,6	1 551	174,2	2,72
2023	35,09	57,1	1 627	182,7	2,74
2024	36,31	60,6	1 668	187,3	2,82
2025	37,48	64,0	1 709	191,9	2,82

Source : Calcul de l'auteur à partir des Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale, extraction du 13 juillet 2026) et des estimations modélisées de l'Organisation internationale du travail. Méthode et hypothèses sous le tableau.

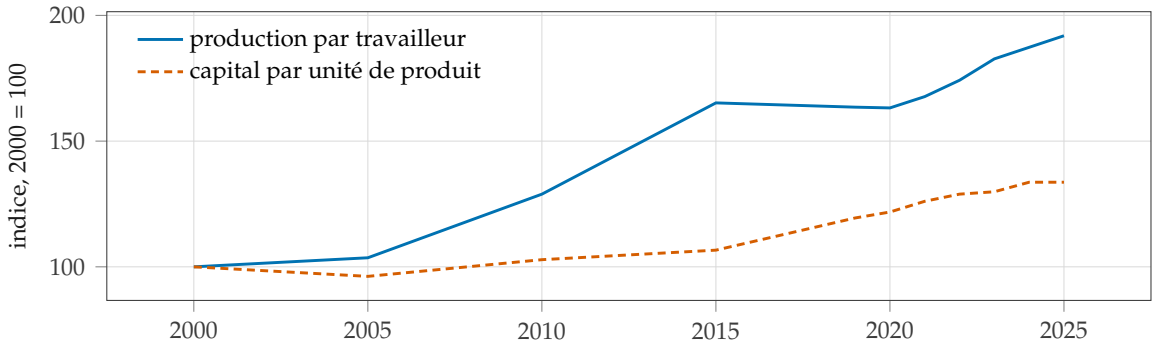


Figure 10: La production par travailleur a presque doublé en vingt-cinq ans, mais le capital nécessaire à une unité de produit a augmenté d'un tiers. Indices, 2000 = 100. Source : calcul de l'auteur sur données de la Banque mondiale et de l'Organisation internationale du travail.

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

La décomposition de la croissance sépare ce qui vient des machines, ce qui vient des bras et ce qui vient de tout le reste. En écrivant la production comme $Y = AK^{\alpha}L^{1-\alpha}$, il vient

$$\frac{\dot{Y}}{Y} \;=\; \alpha\,\frac{\dot{K}}{K} \;+\; (1-\alpha)\,\frac{\dot{L}}{L} \;+\; \frac{\dot{A}}{A},$$

le dernier terme, la productivité globale des facteurs, étant obtenu par solde. Avec une part du capital $\alpha = 0{,}40$, le résultat est le suivant.

Table 13: Comptabilité de la croissance, contributions en points de pourcentage par an

Période	Croissance du PIB	Capital	Travail	PGF	Part de la PGF, %
2000-2010	4,90	2,08	1,36	1,46	30
2010-2019	5,51	2,91	1,65	0,95	17
2019-2025	6,12	3,25	2,00	0,87	14
2000-2025	5,41	2,66	1,62	1,14	21

Source : Calcul de l'auteur à partir des Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale, extraction du 13 juillet 2026) et des estimations modélisées de l'Organisation internationale du travail. Méthode et hypothèses sous le tableau.

Le résidu passe de 1,5 point l'an dans les années 2000 à 0,9 dans les années 2020, et sa part dans la croissance tombe de trente à quatorze pour cent. La croissance congolaise s'achète donc de plus en plus avec du capital, ce qui la rend coûteuse et fragile, puisqu'elle ne dure que ce que dure l'investissement. C'est l'illustration du mécanisme de convergence conditionnelle : l'accumulation seule bute sur les rendements décroissants, et c'est le résidu qui porte la croissance de long terme.

La seconde décomposition porte sur le niveau de vie. Le produit par habitant s'écrit

$$\frac{Y}{N} \;=\; \underbrace{\frac{Y}{L}}_{\text{productivité}} \;\times\; \underbrace{\frac{L}{W}}_{\text{taux d'emploi}} \;\times\; \underbrace{\frac{W}{N}}_{\text{part des 15-64 ans}},$$

et, en taux de croissance, ce produit devient une somme.

Table 14: Le produit par habitant et ses trois composantes

Année	PIB par habitant, $ 2015	Productivité, $ par travailleur	Taux d'emploi, 15-64	Part des 15-64 ans
2000	339,5	891	0,742	0,514
2010	403,7	1 148	0,692	0,508
2019	482,5	1 456	0,651	0,509
2025	567,6	1 709	0,652	0,510

Source : Calcul de l'auteur à partir des Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale, extraction du 13 juillet 2026) et des estimations modélisées de l'Organisation internationale du travail. Méthode et hypothèses sous le tableau.

La productivité a tout fait ; le taux d'emploi en a repris un cinquième ; la structure par âge n'a rien apporté. La part des personnes en âge de travailler n'a pas bougé en vingt-cinq ans, de sorte que le pays n'a pas encore touché le dividende démographique qui a donné à l'Asie de l'Est ses points de croissance supplémentaires. Il le touchera lorsque la fécondité baissera, et pas avant.

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

Table 15: Le produit par habitant, contributions à la croissance, en points par an

Période	PIB par habitant	Productivité	Taux d'emploi	Part des 15-64 ans
2000-2010	1,75	2,57	−0,70	−0,11
2010-2019	2,00	2,68	−0,68	0,02
2019-2025	2,74	2,70	0,03	0,01
2000-2025	2,08	2,64	−0,52	−0,03

Source : Calcul de l'auteur à partir des Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale, extraction du 13 juillet 2026) et des estimations modélisées de l'Organisation internationale du travail. Méthode et hypothèses sous le tableau.

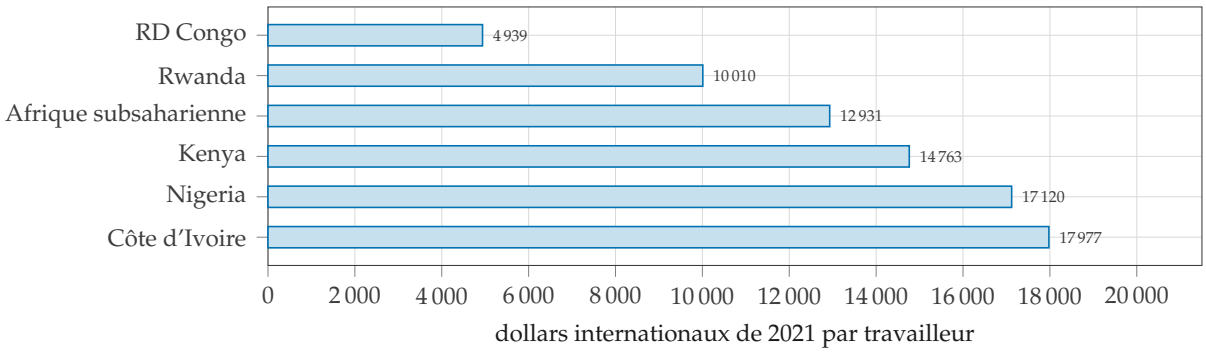


Figure 11: Un travailleur congolais produit un peu plus du tiers de ce que produit le travailleur subsaharien moyen. Production par travailleur, parités de pouvoir d'achat de 2021, dernière année disponible. Source : Banque mondiale.

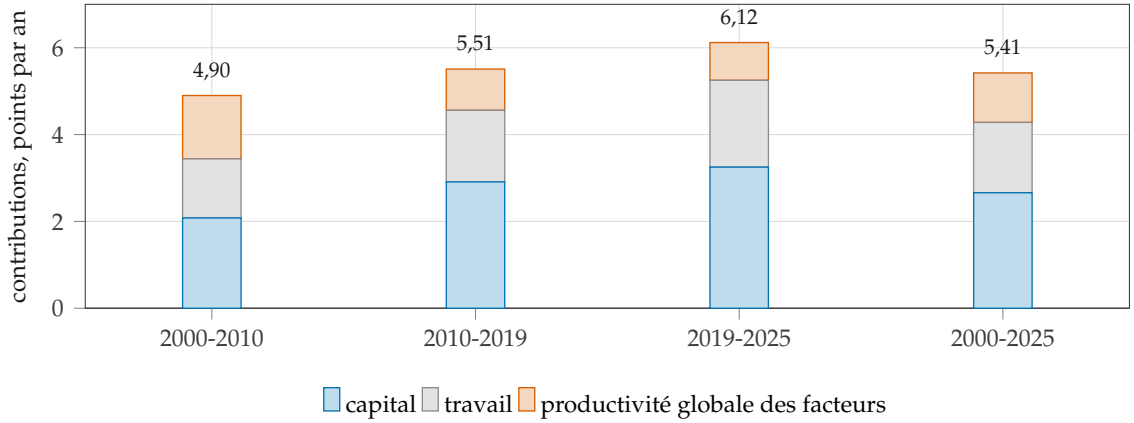


Figure 12: Le capital porte désormais plus de la moitié de la croissance, et le résidu s'efface. Contributions à la croissance du PIB réel, en points par an ; le chiffre au-dessus de chaque barre est le total. Source : calcul de l'auteur, part du capital de 0,40.

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

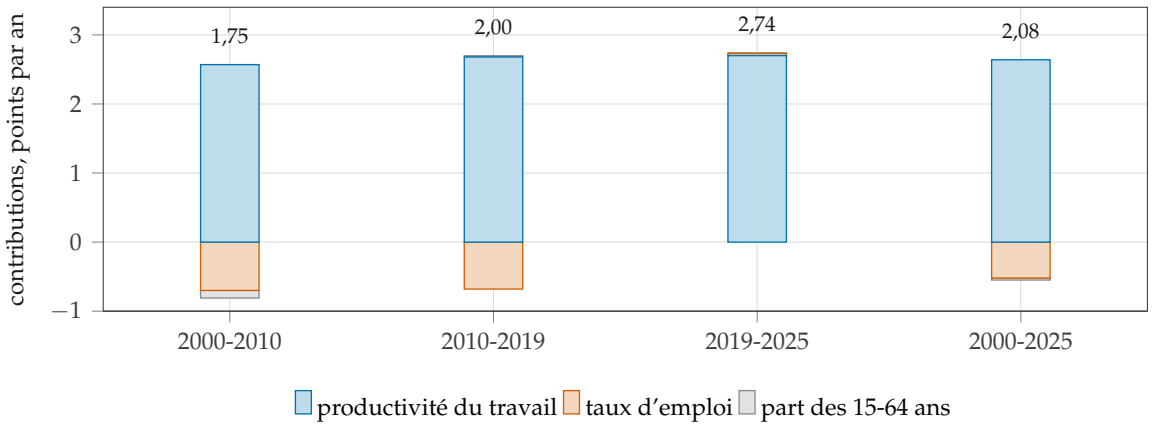


Figure 13: La productivité fait tout le travail, et le taux d'emploi en reprend une partie jusqu'en 2019. Contributions à la croissance du PIB par habitant, en points par an ; le chiffre au-dessus de chaque barre est le total. Source : calcul de l'auteur.

10 Le marché du travail et la loi d'Okun

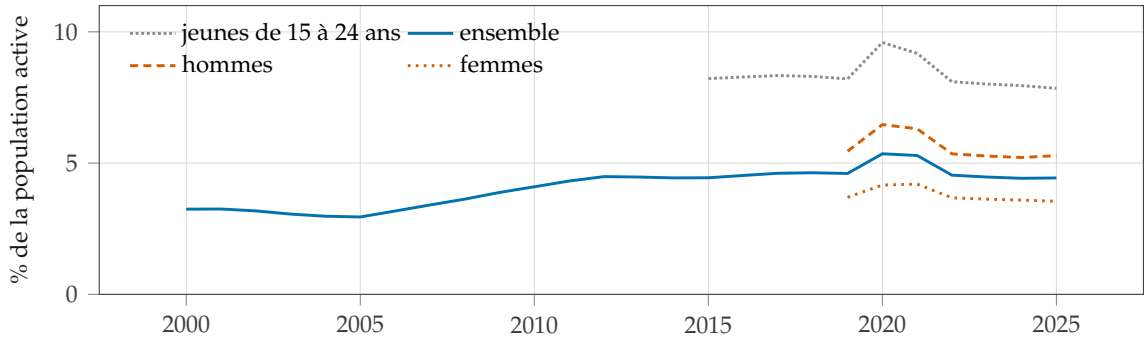


Figure 14: Le chômage mesuré oscille entre trois et six pour cent, et le chômage des jeunes vaut le double du chômage d'ensemble. Estimations modélisées de l'Organisation internationale du travail, en pour cent de la population active concernée. Source : Organisation internationale du travail.

La loi d'Okun relie la variation du chômage à la croissance. Estimée sur la RD Congo entre 2001 et 2025, elle ne tient pas. La pente vaut $-0{,}024$ point de chômage par point de croissance, avec un t de $-1{,}7$ et un R^2 de 0,11, et la relation entre croissance et emploi n'est pas plus nette. Ce résultat négatif enseigne davantage que ne l'aurait fait un ajustement réussi. Dans une économie où l'emploi informel dépasse neuf dixièmes de l'emploi total et où aucune assurance chômage n'existe, le chômage n'est pas la variable d'ajustement du cycle : les travailleurs passent d'une activité à l'autre, ou réduisent leurs heures et leur revenu, sans jamais quitter l'emploi au sens statistique. L'ajustement se fait par le revenu et par le sous-emploi, que les données congolaises ne mesurent pas. Le tracé de droite le confirme autrement : la croissance de l'emploi suit celle de la population active, autour de 2,7 % l'an, quelle que soit la conjoncture.

Deux réserves de méthode accompagnent ce constat. Les séries de chômage sont des estimations modélisées construites sur trois relevés d'enquête, et une série interpolée ne porte pas d'information conjoncturelle qu'elle n'a jamais reçue. La mesure du sous-emploi, qui serait ici la bonne variable, n'existe pas pour la RD Congo. Les microdonnées des enquêtes 1-2-3 de 2005 et de 2012 permettraient d'aller plus loin ; elles sont déposées au catalogue de l'Institut national de la statistique, dans la bibliothèque d'enquêtes de l'Organisation internationale du travail et sur la page « Enquête 1-2-3 (2005 & 2012) » du Centre des grands lacs d'Afrique de l'université d'Anvers.

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

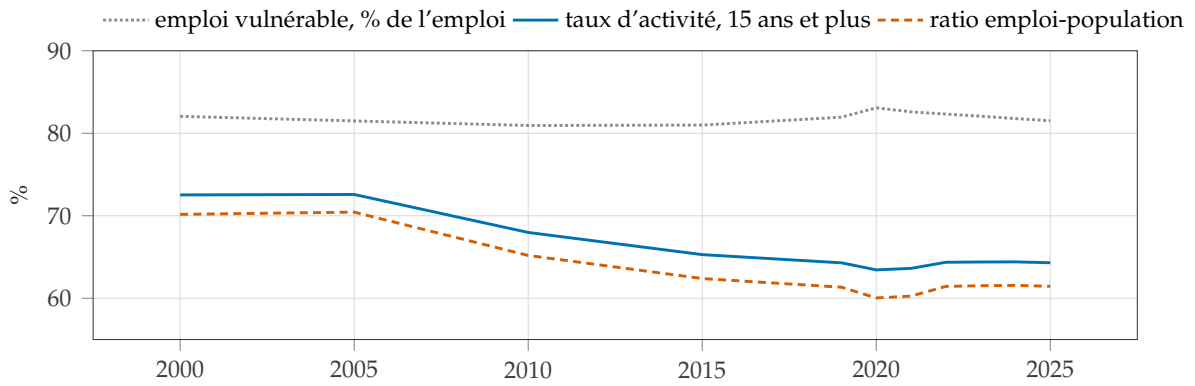


Figure 15: L'emploi vulnérable ne bouge pas, le taux d'activité perd huit points en vingt-cinq ans. Taux d'activité et ratio emploi-population des 15 ans et plus, part de l'emploi vulnérable dans l'emploi total. Source : Organisation internationale du travail.

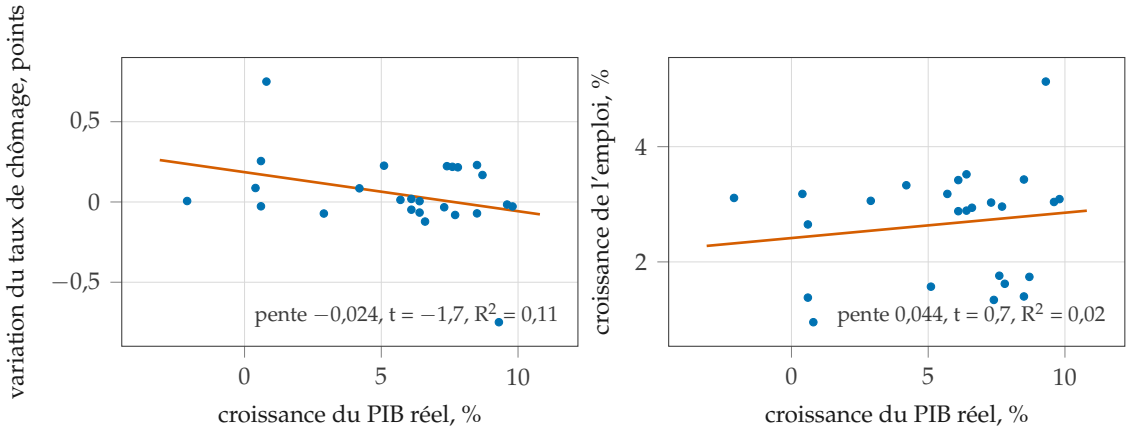


Figure 16: Ni le chômage ni l'emploi ne répondent au cycle. À gauche, variation annuelle du taux de chômage contre croissance du PIB réel ; à droite, croissance de l'emploi contre la même variable, 2001 à 2025. Droites ajustées par moindres carrés ordinaires. Source : calcul de l'auteur sur données de l'Organisation internationale du travail et du Fonds monétaire international.

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

11 Une spécification du produit congolais

Les deux sections précédentes ont utilisé une fonction de production Cobb-Douglas agrégée. Il faut maintenant dire pourquoi cette écriture convient mal à la RD Congo, et par quoi la remplacer. Quatre faits établis plus haut l'interdisent. L'emploi informel dépasse neuf dixièmes de l'emploi total, et l'informel n'a ni le même coefficient de capital ni la même technologie que le secteur formel. Le produit extractif croît trois à quatre fois plus vite que le reste et ne partage avec lui ni l'intensité capitalistique ni le marché. Le conflit détruit du capital et déplace de la main-d'œuvre dans quatre provinces. Enfin la corruption et les épidémies agissent comme des prélèvements sur la productivité mesurée, non comme des facteurs de production. Une fonction homogène de degré un en deux facteurs homogènes ne peut représenter cela.

Les hypothèses

Hypothèse 1 (Sectorisation)**.** L'économie comprend trois branches indicées par $j \in \{m, f, i\}$: extractive, formelle non extractive et informelle. Chaque branche produit avec du capital K_j et du travail L_j selon

$$Q_{j,t} \;=\; A_{j,t}\,\big(\vartheta_{j,t}K_{j,t}\big)^{\alpha_j}\big(\varphi_{j,t}h_{j,t}L_{j,t}\big)^{1-\alpha_j}, \qquad \alpha_m > \alpha_f > \alpha_i,$$

où $h_{j,t}$ est le capital humain par travailleur, $\vartheta_{j,t}$ et $\varphi_{j,t}$ des taux d'utilisation effective du capital et du travail.

Hypothèse 2 (Frictions)**.** Trois variables d'état affectent l'utilisation des facteurs et la technologie : σ_t, part de la population vivant dans une zone de conflit actif ; χ_t, indicateur d'intensité épidémique ; τ_t, coin institutionnel qui mesure le prélèvement et l'incertitude subis par le secteur formel. On pose

$$\vartheta_{j,t} = e^{-\kappa_j \sigma_t}, \qquad \varphi_{j,t} = e^{-\ell_j \sigma_t - \eta_j \chi_t}, \qquad A_{f,t} = \bar{A}_{f,t}\, e^{-\gamma \tau_t},$$

avec $\kappa_j, \ell_j, \eta_j, \gamma \geq 0$ et $\kappa_f > \kappa_i$, l'investissement formel étant plus exposé à la destruction et à l'expropriation que l'outillage informel. Le taux de dépréciation dépend lui aussi du conflit, $\delta_t = \delta_0 + \delta_1 \sigma_t$.

Hypothèse 3 (Agrégation)**.** Le produit intérieur brut réel agrège les branches par une double fonction à élasticité de substitution constante,

$$Y_t \;=\; \Big[\,\omega\, Q_{m,t}^{\rho} \;+\; (1-\omega)\, Q_{n,t}^{\rho}\Big]^{1/\rho}, \qquad Q_{n,t} \;=\; \Big[\,\psi\, Q_{f,t}^{\nu} \;+\; (1-\psi)\, Q_{i,t}^{\nu}\Big]^{1/\nu},$$

avec $\rho < 0 < \nu < 1$. L'extractif et le reste de l'économie sont complémentaires, puisque la mine consomme de l'électricité, du transport et des services locaux sans que ceux-ci puissent s'y substituer ; le formel et l'informel sont, eux, largement substituables.

Hypothèse 4 (Revenu de commande)**.** Le revenu réellement disponible n'est pas Y_t mais le produit corrigé des termes de l'échange,

$$Y_t^{*} \;=\; Y_t \;+\; \Big(\frac{P_t^{x}}{P_t^{m}} - \frac{P_0^{x}}{P_0^{m}}\Big) X_t,$$

où X_t désigne les exportations en volume, P^x et P^m les indices de prix d'exportation et d'importation.

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

Trois résultats

Proposition 1 (Biais du résidu de Solow). *Soit $g_A^{CD} = g_Y - \alpha g_K - (1-\alpha) g_L$ le résidu calculé sous l'hypothèse Cobb-Douglas agrégée. Notons s_j la part de la branche j dans la valeur ajoutée, $k_j = K_j/K$ et $l_j = L_j/L$ ses parts de capital et d'emploi, $g_K = \sum_j k_j\, g_{K_j}$ et $g_L = \sum_j l_j\, g_{L_j}$, et $\alpha = \sum_j s_j \alpha_j$ la part du capital observée. Sous les hypothèses 1 à 3, à capital humain par travailleur constant,*

$$g_A^{CD} \;=\; \underbrace{\sum_j s_j\, g_{\bar{A}_j}}_{\text{progrès technique}} \;+\; \underbrace{\sum_j \Big[\big(s_j \alpha_j - \alpha k_j\big) g_{K_j} + \big(s_j(1-\alpha_j) - (1-\alpha) l_j\big) g_{L_j} \Big]}_{\text{réallocation entre branches}}$$

$$- \underbrace{\Big[\bar{\kappa}\, \alpha + \bar{\ell}\,(1-\alpha) \Big] \dot{\sigma}_t + \bar{\eta}\,(1-\alpha)\, \dot{\chi}_t + \gamma s_f\, \dot{\tau}_t}_{\text{frictions}},$$

où $\bar{A}_j$ est la technologie hors coin institutionnel, et où $\bar{\kappa} = \sum_j s_j \alpha_j \kappa_j/\alpha$, $\bar{\ell} = \sum_j s_j(1-\alpha_j)\ell_j/(1-\alpha)$ et $\bar{\eta} = \sum_j s_j(1-\alpha_j)\eta_j/(1-\alpha)$. Le terme de réallocation s'annule quand les rémunérations du capital et du travail sont égales entre branches. Le résidu usuel n'identifie donc le progrès technique que si ces rémunérations sont égales, et si le conflit, l'intensité épidémique et le coin institutionnel sont constants.

Démonstration. Par différentiation logarithmique de Q_j sous l'hypothèse 1, $g_{Q_j} = g_{A_j} + \alpha_j(g_{K_j} - \kappa_j \dot{\sigma}) + (1-\alpha_j)(g_{L_j} - \ell_j \dot{\sigma} - \eta_j \dot{\chi})$, avec $g_{A_f} = g_{\bar{A}_f} - \gamma \dot{\tau}$ et $g_{A_j} = g_{\bar{A}_j}$ pour les autres branches. L'agrégateur de l'hypothèse 3 est homogène de degré un : les élasticités de Y par rapport aux Q_j sont les parts s_j évaluées aux prix implicites, elles somment à un (théorème d'Euler), et $g_Y = \sum_j s_j g_{Q_j}$. En substituant, puis en retranchant $\alpha g_K + (1-\alpha) g_L$, on obtient l'expression annoncée : $\sum_j s_j \alpha_j g_{K_j} - \alpha g_K = \sum_j (s_j \alpha_j - \alpha k_j) g_{K_j}$, et de même pour le travail ; les termes en $\dot{\sigma}$, $\dot{\chi}$ et $\dot{\tau}$ découlent des définitions de $\bar{\kappa}$, $\bar{\ell}$ et $\bar{\eta}$. □

Proposition 2 (Gain de réallocation). *Notons $\pi_j = Q_j/L_j$ la productivité du travail de la branche j et $\lambda_j = L_j/L$ sa part dans l'emploi. À technologies inchangées, le transfert d'une masse $\mathrm{d}\lambda$ de travailleurs de l'informel vers le formel élève la productivité agrégée de*

$$\mathrm{d} \ln \pi \;=\; \frac{\pi_f - \pi_i}{\pi}\, \mathrm{d}\lambda.$$

Avec les ordres de grandeur congolais, une productivité formelle de trois à quatre fois la productivité informelle et une part informelle de 0,96, le transfert d'un point d'emploi vers le formel vaut entre deux et trois points de productivité agrégée, soit à peu près une année entière de croissance de la productivité observée.

Démonstration. $\pi = \sum_j \lambda_j \pi_j$ par définition ; en différenciant à π_j constants et en imposant $\mathrm{d}\lambda_f = -\mathrm{d}\lambda_i = \mathrm{d}\lambda$, il vient $\mathrm{d}\pi = (\pi_f - \pi_i)\, \mathrm{d}\lambda$, d'où le résultat en divisant par π. □

Proposition 3 (Élasticité au prix du minerai). *Soit $s_m^* = P^x X/(P^m Y^*)$ la part des exportations extractives dans le revenu de commande. Alors*

$$\frac{\partial \ln Y_t^*}{\partial \ln P_t^x} \;=\; s_m^* \;+\; \frac{Y_t}{Y_t^*}\, \frac{\partial \ln Y_t}{\partial \ln P_t^x},$$

le second terme mesurant la réponse en volume.

Avec une part extractive des exportations de 98 % et un ratio d'exportations au produit proche de 40 %, le seul effet de valorisation porte s_m^* autour de 0,4. Une baisse de vingt pour cent du prix du cuivre retranche donc environ huit pour cent au revenu de commande, avant toute réaction des volumes.

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

Démonstration. Immédiat en différenciant l'expression de Y^* de l'hypothèse 4 par rapport à P^x, à P^m et X donnés, puis en divisant par Y^*. □

Ce que la spécification implique pour la mesure

La forme proposée rend d'abord l'estimation possible avec les données existantes, puisque le Fonds publie séparément la croissance extractive et la croissance non extractive. De ces deux taux et du taux d'ensemble on déduit la part extractive du produit, qu'aucune source ne publie directement, par $s_m = (g - g_n)/(g_m - g_n)$.

Table 16: La part extractive du produit, déduite des taux de croissance

Année	Croissance totale, %	Extractif, %	Non extractif, %	Part extractive implicite, %
2023	8,5	20,2	3,4	30,4
2024	6,1	11,9	3,1	34,1
2025	5,6	10,1	3,1	35,7
2026	5,3	5,0	5,4	25,0

Source : calcul de l'auteur à partir du tableau str-croissance de la section Données RD Congo, lui-même tiré des rapports du Fonds monétaire international

Le calcul donne une part extractive d'environ un tiers du produit, en hausse de 2023 à 2025, alors que la même branche occupe moins d'un travailleur sur dix. Quand l'écart entre les deux taux de croissance est faible, comme en 2026, le quotient devient instable et la valeur ne se lit pas. La part s_m est la mesure la plus directe du dualisme congolais ; elle fixe aussi le paramètre ω de l'hypothèse 3, avec lequel elle coïncide au facteur $(Q_m/Y)^\rho$ près.

L'estimation des autres paramètres suit trois voies. Les coefficients α_j se calibrent sur les parts de rémunération du travail par branche, à défaut sur les valeurs usuelles de 0,65 pour l'extractif, 0,40 pour le formel et 0,10 pour l'informel, l'outillage informel étant presque nul. Les élasticités ρ et ν s'estiment sur données de panel provincial en instrumentant le prix relatif par le cours mondial, qui est exogène à toute province congolaise. Les semi-élasticités aux frictions κ, ℓ, η et γ s'identifient par la variation territoriale du conflit et des épidémies, les provinces non touchées servant de témoins, selon la stratégie de différences de différences habituelle.

Deux avertissements pour finir. Le premier tient au fait que cette spécification emboîte la Cobb-Douglas agrégée, qui s'obtient à la limite $\rho, \nu \to 0$, avec $\alpha_j = \alpha$ pour tout j et $\sigma = \chi = \tau = 0$: l'écriture usuelle reste exacte comme cas particulier, mais ses conditions ne sont pas réunies ici. Le second est que toute la richesse de la forme proposée repose sur des données sectorielles que le pays ne produit pas encore. Tant que les comptes nationaux ne publieront pas de ligne extractive distincte, ni l'institut de statistique une enquête emploi régulière, la spécification restera un cadre d'estimation plutôt qu'un modèle estimé. C'est une raison de plus pour financer l'appareil statistique.

12 La pauvreté

La dernière enquête de ménages dotée d'un module de consommation utilisable date de 2020. Tout ce qui suit est une projection obtenue en appliquant la croissance du produit par habitant à la distribution de 2020, à inégalité inchangée et avec une transmission de 0,7. Le tableau se lit pour sa forme, non pour ses décimales.

L'écart entre les deux mesures est instructif. Le taux monétaire est de 85,3 % à trois dollars par jour, l'incidence multidimensionnelle de 64,5 % : un ménage peut disposer d'un toit, d'une

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

Table 17: Pauvreté monétaire, trajectoire projetée, en % de la population

Seuil de pauvreté	2023	2024	2025	2026	2027	2028
3,00 USD par jour, PPA 2021	82,4	81,7	81,1	80,6	80,1	79,5
4,20 USD par jour, PPA 2021	90,2	89,8	89,6	89,3	89,1	88,8
8,30 USD par jour, PPA 2021	97,5	97,4	97,2	97,2	97,1	97,0

Source : Banque mondiale, Macro Poverty Outlook, édition d'avril 2026, fiche République démocratique du Congo ; seuils de pauvreté en parités de pouvoir d'achat de 2021.

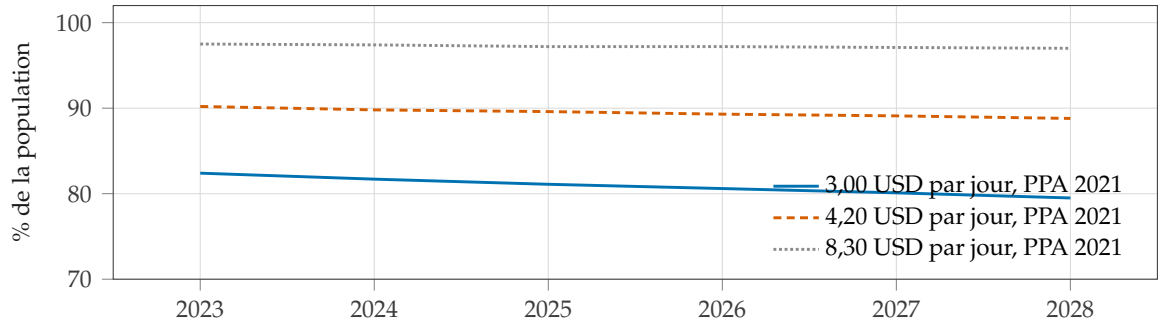


Figure 17: Au rythme projeté, un demi-point par an au seuil de trois dollars, la sortie de la pauvreté extrême demanderait plus d'un siècle. Trois seuils internationaux, parités de 2021. Source : Banque mondiale, Macro Poverty Outlook d'avril 2026.

Table 18: Pauvreté multidimensionnelle, indice du PNUD

Mesure	Valeur
Part de la population pauvre multidimensionnellement, %	64,5
Intensité de la privation, %	51,3
Personnes pauvres multidimensionnellement, millions	68,3
En pauvreté multidimensionnelle sévère, %	36,8
Vulnérables à la pauvreté multidimensionnelle, %	17,4
Contribution de la dimension niveau de vie, %	57,0

Source : PNUD et Oxford Poverty and Human Development Initiative, Global Multidimensional Poverty Index 2025, profil de la République démocratique du Congo ; enquête sous-jacente de 2017-2018, effectifs projetés sur la population de 2023.

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

école et d'un dispensaire tout en n'ayant presque aucun revenu monétaire. Plus de la moitié de l'indice multidimensionnel vient de la seule dimension du niveau de vie, c'est-à-dire de l'eau, de l'électricité, de l'assainissement et du combustible de cuisson. La politique qui réduirait le plus vite cette pauvreté-là est une politique d'infrastructures plutôt qu'une politique de transferts.

13 L'Est, la géopolitique et l'incertitude institutionnelle

Aucune analyse de la situation congolaise n'est complète si elle traite la guerre de l'Est comme un aléa extérieur au cadre macroéconomique. Elle en fait partie, par trois mécanismes au moins : elle détruit du capital humain et physique, elle détourne la dépense publique vers la sécurité, et elle entretient une prime de risque qui renchérit tout investissement privé dans la moitié orientale du territoire.

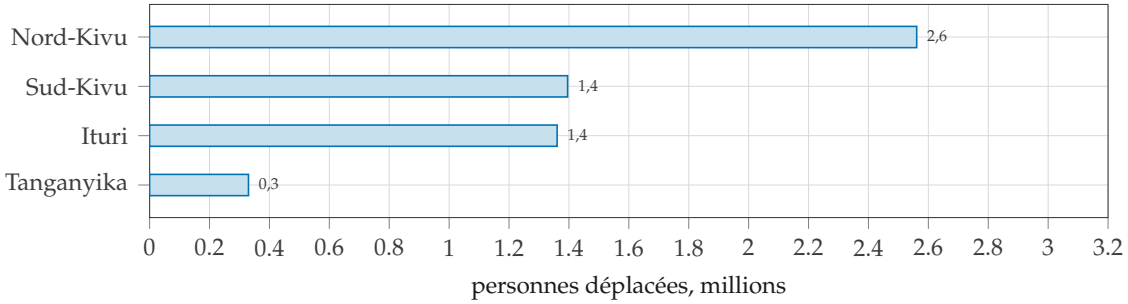


Figure 18: Le déplacement se concentre sur quatre provinces, et le Nord-Kivu en porte près de la moitié. Personnes déplacées à l'intérieur du pays, en millions. Source : OCHA et Organisation internationale pour les migrations.

Table 19: Personnes déplacées à l'intérieur du pays

Date du relevé	Déplacés, millions	Périmètre	Source du relevé
décembre 2021	5,2	national	OCHA
décembre 2022	5,5	national	OCHA
décembre 2024	7,8	national	OCHA
avril 2025	6,8	national	OCHA
septembre 2025	5,0	national	UNHCR
novembre 2025 à février 2026	5,7	quatre provinces de l'Est	matrice de suivi de l'OIM
13 avril 2026	5,6	national	OCHA et OIM

Source : tableau sec-deplacements de la section Données RD Congo

Table 20: Violations des droits humains documentées

Période	Violations documentées	Victimes documentées	Périmètre
2022	5 091	—	cinq provinces en conflit
2023	5 273	—	national
premier semestre 2024	2 355	6 309	national
2025	6 169	18 000	national

Source : tableau sec-violations de la section Données RD Congo

La géopolitique de cette guerre se résume ainsi : les minerais qui alimentent la transition énergétique mondiale se trouvent sous des provinces que l'État contrôle mal, et les voisins y ont

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

des intérêts. Les accords signés en 2025 entre Kinshasa et Kigali, ainsi que la négociation avec les groupes armés, changent le cadre diplomatique sans changer, pour l'instant, les chiffres du déplacement. L'économiste doit se garder ici de deux excès symétriques, croire qu'un accord de paix se lit immédiatement dans les comptes et croire que la guerre explique à elle seule un sous-développement qui a d'autres causes, bien antérieures.

L'incertitude institutionnelle agit dans le même sens, par un canal différent. Le débat ouvert sur la révision de la Constitution porte sur les règles du jeu politique : durée et nombre des mandats, équilibre entre le centre et les provinces, autorité sur les ressources naturelles. Quel que soit le jugement que l'on porte sur le fond, un investisseur qui ignore quelles seront les règles dans cinq ans exige une prime, et un gouvernement dont l'horizon est électoral arbitre en faveur de la dépense visible et immédiate. Le coût macroéconomique de cette incertitude ne se lit pas dans un agrégat, il se lit dans le taux d'investissement privé non minier, qui reste l'un des plus bas du continent.

Les indicateurs de gouvernance donnent la mesure du chemin restant. Ils sont imparfaits, fondés sur des perceptions plus que sur des mesures, et se lisent comme des ordres de grandeur ; ils convergent tous.

Table 21: Indicateurs de gouvernance

Indicateur	Valeur	Source et année
Indice de perception de la corruption	20 / 100, 163e sur 182	Transparency International, 2025
CPIA, note globale	3,1 / 6	Banque mondiale, 2024
CPIA, transparence, redevabilité et corruption	2,5 / 6	Banque mondiale, 2024
CPIA, gestion du secteur public et institutions	2,6 / 6	Banque mondiale, 2024
Indice Ibrahim, gouvernance globale	32,8 / 100, 48e sur 54	Fondation Mo Ibrahim, 2023
Indice Ibrahim, lutte contre la corruption	15,8 / 100, 51e	Fondation Mo Ibrahim, 2023
Indice Ibrahim, redevabilité et transparence	23,3 / 100, 39e	Fondation Mo Ibrahim, 2023
Enquête sur le budget ouvert, transparence	41 / 100	International Budget Partnership, 2025
Enquête sur le budget ouvert, participation du public	31 / 100	International Budget Partnership, 2025
Enquête sur le budget ouvert, contrôle budgétaire	52 / 100	International Budget Partnership, 2025
Note de validation de l'ITIE	85,5 / 100	Conseil de l'ITIE, octobre 2022
Indicateurs mondiaux de gouvernance, rangs centiles	abandonnés	Banque mondiale, révision de 2025

Source : tableau gouv-indices de la section Données RD Congo

14 La place que la RD Congo peut tenir

Il reste à dire ce que ces chiffres permettent d'espérer, et par quels moyens. Quatre orientations découlent de l'analyse qui précède plutôt que d'une préférence doctrinale.

Passer du minerai au produit

Le pays ne raffine presque rien du cobalt qu'il extrait. Chaque tonne exportée sous forme d'hydroxyde emporte avec elle la valeur ajoutée du raffinage, les emplois qualifiés et le pouvoir de négociation qui vient de la maîtrise d'une étape. L'accord conclu avec la Zambie sur les précurseurs de batteries dessine la seule voie réaliste, celle d'une intégration régionale qui atteint la taille critique qu'aucun des deux pays n'a seul. Une politique de transformation exige cependant deux conditions que le pays ne remplit pas encore : de l'électricité en quantité fiable, et une administration douanière qui n'ajoute pas un coût à chaque franchissement de frontière.

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

Faire de la rente une infrastructure

Le secteur extractif apporte près de quatre dixièmes des recettes. L'enjeu est de mieux dépenser cette recette plus que d'en prélever davantage. Les décompositions de la section 9 montrent que la productivité globale des facteurs est le facteur limitant : ce sont les routes, l'électricité, les ports et l'école qui la déplacent, et non un supplément de capital minier. Un pays où plus de la moitié de la pauvreté multidimensionnelle tient au niveau de vie matériel a devant lui un programme d'investissement public dont le rendement social dépasse celui de la plupart des projets miniers.

Tenir la stabilité acquise

La désinflation de 2024 à 2026 est le principal acquis de la période, et c'est l'acquis le plus facile à perdre. Elle suppose une banque centrale qui ne monétise pas le déficit, un budget qui ne dépense pas la rente au sommet du cycle, et une accumulation de réserves jusqu'aux trois mois d'importations. Ce seuil décide si le prochain choc de prix sera absorbé par les réserves ou par le pouvoir d'achat des ménages.

Peser par la ressource et par le droit

Le pays détient une position dominante sur un marché stratégique et n'en tire pas un pouvoir proportionné. L'épisode du cobalt de 2025 a montré qu'une décision congolaise déplace un prix mondial ; il a montré aussi qu'une mesure unilatérale suscite des contournements. La voie soutenable passe par des règles communes avec les autres producteurs, par une traçabilité des chaînes d'approvisionnement qui transforme une contrainte venue de l'extérieur en avantage comparatif, et par la présence dans les enceintes où se négocient les normes de la transition énergétique. La RD Congo n'a pas à choisir entre l'Est et l'Ouest ; elle a intérêt à être indispensable aux deux et à se faire payer cette position en investissements de transformation plutôt qu'en redevances.

Ce pays a un problème de productivité et de distribution plus que de croissance : tant que la moitié de la croissance viendra de bras supplémentaires et que la rente restera concentrée sur deux produits, un acheteur et dix entreprises, le produit par habitant progressera de deux pour cent l'an, et deux pour cent l'an ne sortent pas quatre-vingts pour cent d'une population de la pauvreté en une vie.

Annexe. Méthode et sources

Emploi

L'emploi n'est pas publié pour la RD Congo. Il est obtenu comme la population active (Banque mondiale, série `SL.TLF.TOTL.IN`) multipliée par un moins le taux de chômage (`SL.UEM.TOTL.ZS`, estimation modélisée de l'Organisation internationale du travail).

Capital

Le stock de capital est construit par inventaire permanent, $K_t = (1-\delta)K_{t-1} + I_t$, à partir de la formation brute de capital fixe à prix constants de 2015 (`NE.GDI.FTOT.KD`), avec $\delta = 0{,}06$. Le stock initial de 1993, première année disponible, est posé égal à $I_{1993}/(g+\delta)$, où g est la croissance moyenne de la production sur 1993-2025, soit 3,4 % l'an. Les dix premières années ne servent pas aux décompositions, l'effet du stock initial s'y faisant encore sentir.

Part du capital

© 2026 James Wabenga Yango. Tous droits réservés.

$\alpha = 0{,}40$ dans le texte. Avec $\alpha = 1/3$, la productivité globale des facteurs remonte à 1,40 point par an sur 2000-2025 et à 26 % de la croissance : la conclusion ne dépend pas de ce choix.

Matrices du commerce

Statistiques miroir de Comtrade et de WITS pour 2023, c'est-à-dire les déclarations des partenaires. Les parts en pourcentage sont calculées sur les valeurs et le total publiés. Les autres bases (OEC, CNUCED, FMI) donnent des totaux d'exportations sensiblement différents pour des années voisines ; une matrice s'utilise en bloc et ne se mélange pas à une autre.

Sources

Banque mondiale, *World Development Indicators*, *Macro Poverty Outlook* d'avril 2026 et *Commodity Markets Outlook* ; Fonds monétaire international, rapports pays 24/226, 24/227 et 25/195 ; Organisation internationale du travail, estimations modélisées ; Banque centrale du Congo, statistiques hebdomadaires ; Institut national de la statistique, enquêtes 1-2-3 de 2005 et de 2012 et enquête sur les conditions de vie des ménages de 2024 ; PNUD et OPHI, *Global Multidimensional Poverty Index 2025* ; United States Geological Survey, *Mineral Commodity Summaries 2026* ; Cobalt Institute ; OCHA et Organisation internationale pour les migrations ; Organisation mondiale de la santé, bulletins d'épidémie. Chaque tableau de la section « Données RD Congo » du site porte sa source complète.

La compilation, les tableaux et les figures sont l'œuvre de l'auteur, © 2026 James Wabenga Yango. Les séries sous-jacentes restent la propriété des institutions qui les publient. Reproduction interdite sans autorisation.